

CHRONIQUE

de la Semaine

Hebdomadaire d'informations générales, d'analyses et de publicité
www.chroniquedelasemaine.com

«FNFI'tôm»

A la rencontre de Madame EKOUEVI Kossiwa, Bénéficiaire du Produit « Accès des Pauvres aux Services Financiers » P.2

Commune de Wawa 2 :
Le maire François Koudjo Bossiadé à la rencontre de ses administrés P.4

Coup d'Etat au Mali :



Goodluck Jonathan, l'émissaire de la CEDEAO

La CEDEAO dégonflée par la détermination des putschistes

P.7

Programme Présidentiel School Assur :

Des résultats satisfaisants qui donnent un sens au mandat social de Faure

P.4



Lutte contre la propagation du coronavirus :

Sokodé, Tchamba et Adjengré bouclées et sous couvre-feu

P.3



Revue de la performance des réformes à fin décembre 2019

Le Togo maintient le cap

P.3



Sani Yaya, ministre de l'Economie et des Finances

BRÈVES

Le gouvernement au chevet des victimes de catastrophes naturelles des Savanes

Le ministère de l'action sociale a officiellement remis, le lundi 24 août 2020, aux populations victimes de catastrophes naturelles de la Région des Savanes, un important don de vivres et non-vivres.

L'action s'inscrit dans le cadre de la campagne nationale d'assistance aux victimes de catastrophes lancée en juin dernier, au cours de laquelle le gouvernement volera au secours de plus de 13 700 personnes de 2500 ménages sinistrés. Les activités de remises de dons s'accompagnent de séances de sensibilisation sur la protection de l'environnement et l'adoption des mesures barrières. Depuis 2018, le gouvernement a pris en charge plus de 51 000 victimes.

Les Nations Unies distinguent les Casques bleus Togolais déployés à Mopti

La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (Minusma) honore le personnel togolais pour son travail en faveur de la paix dans le pays.

Les 850 casques bleus togolais déployés dans la région de Mopti ont reçu chacun la médaille des Nations Unies, décernée par l'Organisation aux membres de son personnel militaire ou de la police civile, pour leur service.

Ces derniers ont « fait preuve de flexibilité et de proactivité dans les missions confiées, malgré les difficultés liées au terrain et les menaces explosives comme les mines et les dispositifs explosifs de circonstance », a déclaré le Général de brigade Sadou Maiga, commandant du secteur centre de la Force dans la région, lors de la cérémonie solennelle organisée à cet effet.

Déployés dans le cercle de Douentza en novembre 2019, les soldats togolais parmi lesquelles une quarantaine de femmes, ont effectué plus de 1 000 patrouilles de sécurité dans les zones à risque et participé à plusieurs opérations militaires de protection des civils. Notons qu'il y a quelques mois, les Nations Unies ont également rendu hommage à deux casques bleus togolais tombés en mission.

Vers de nouveaux textes pour le secteur touristique

Le Togo pourra se doter bientôt de nouveaux textes réglementaires et législatifs, destinés à mieux régir son secteur touristique et à adapter aux exigences et politiques communautaires.

Les différents acteurs impliqués sont réunis depuis plusieurs jours dans la Région des Plateaux, afin d'actualiser les textes jusque-là en vigueur et vieux d'une trentaine d'années.

L'objectif, aussi bien pour le gouvernement que pour les acteurs, est de rendre le tourisme togolais davantage compétitif, et d'en faire l'une des locomotives de la croissance nationale, tel que décliné dans le Plan national de développement.

Réparations communautaires : Le HCRRUN réceptionne des infrastructures dans l'Ogou

Le Haut-commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (HCRRUN) va réceptionner, des infrastructures fédératrices et conciliantes dans la préfecture de l'Ogou.

Dans le cadre de la mise en œuvre de son programme des réparations communautaires et collectives, le HCRRUN réceptionnera des ouvrages d'infrastructures fédératrices et conciliantes réalisées dans les localités de Djéréhouyé et de Bocco dans la préfecture de l'Ogou.

Constitués de trois (3) lots différents, ces travaux ont consisté à l'extension et à la réhabilitation de cinq (5) bâtiments scolaires à Djéréhouyé et à Bocco et à l'achèvement et à la réhabilitation de trois (3) bâtiments d'habitation à Djéréhouyé.

Pour ses actions d'indemnisation, le Haut-commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (HCRRUN), a repris du service le 13 juillet 2020, en satisfaisant le grand Oti.

Source : republiquetogolaise.com

«FNFI'tôm»

A la rencontre de Madame EKOUEVI Kossiwa, Bénéficiaire du Produit « Accès des Pauvres aux Services Financiers »

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique « FNFI'tôm », votre journal vous conduit dans la région des Plateaux, notamment à Notsé, pour partager avec vous les témoignages de EKOUEVI Kossiwa, Bénéficiaire du Produit "Accès des Pauvres aux Services Financiers" (APSEF).



Notsé, Préfecture de Haho. En parcourant les artères du grand marché de la ville, quelle n'est pas notre joie de découvrir assez de bénéficiaires des différents produits du FNFI vaquer librement à leurs activités génératrices de revenus. Chacun en fonction du crédit obtenu exerce tranquillement son petit commerce, qui lui permet de joindre les deux bouts. Nous pouvons aisément lire des marques de satisfaction sur leur visage à chaque fois que l'on engage une discussion avec eux.

EKOUEVI Kossiwa fait partie des nombreux bénéficiaires des produits FNFI depuis 2017. Ménagère à l'origine, notre interlocutrice nous avoue que depuis fin 2016 elle éprouvait sans cesse le besoin de mener une activité génératrice de revenus qui lui permettrait de se prendre en charge et garantir son autonomie. Et bien évidemment, le FNFI lui a permis de réaliser ses rêves. « Après plusieurs années à la maison, je me suis dit qu'il était temps pour moi de mener une activité génératrice de revenus. Après réflexions, je me suis dit que je pouvais me lancer dans la vente des oranges. J'avais alors besoin d'une source de financement, un petit montant qui me permettrait juste de pouvoir réaliser ce défi. Bien évidemment, je connaissais déjà l'existence du Fonds National de la Finance Inclusive, pour avoir déjà entendu parler lors des séances de sensibilisation, ou encore dans des émissions de radios. Je me suis alors rendue auprès de SPEC OIC, ici à Notsé, une Institution de

Microfinance partenaire du FNFI. Je leur ai exposé clairement mon intention de vouloir vendre des fruits, notamment des oranges et que j'avais besoin d'un léger coup de pouce financier. Ils m'ont bien reçu et m'ont déroulé toutes les opportunités que le FNFI mettait à notre disposition. Après des séances d'explications, on s'est évidemment rendu compte que le crédit qui était le plus adapté à mes activités était le Produit Accès des Pauvres aux Services Financiers (APSEF). »

Dans le mécanisme de fonctionnement du FNFI, le rôle des IMF est assez déterminant dans la formation et la sensibilisation des bénéficiaires « L'Institution de Microfinance m'a alors mise en relation avec un Prestataire de Service Technique qui a renforcé mes capacités en techniques de création d'emplois et gestion de crédit. La formation à durée trois jours, formation à l'issue de laquelle j'étais à même de démarrer une activité et de la rentabiliser afin de pouvoir générer des revenus. C'est seulement après ce processus, que je me suis vu octroyer un microcrédit de 30.000 FCFA qui m'a permis d'acheter un panier d'orange. Aussitôt, je me suis bien organisée et déjà très tôt le matin, je fais le tour des quartiers pour vendre les oranges avant de revenir m'installer au grand marché de la ville. Au début, ce n'était pas facile, avec la chaleur et le soleil, mais après je me suis très vite adaptée car j'étais fière de rentrer à la maison chaque soir avec des recettes. J'avais e sentiment

d'avoir réussi le pari que je m'étais lancée. Ça fait toujours du bien de rentrer à la maison et de voir que la journée a été fructueuse avec de bonnes recettes. »

Notre interlocutrice est fière d'avoir réussi à monter une activité stable qui lui permet aujourd'hui de joindre les deux bouts. Mais elle n'oublie pas que pour avoir accès au second cycle de crédit, il faut qu'elle rembourse en intégralité le premier cycle de crédit qu'elle a reçu.

« La formation a été bien claire. Les crédits FNFI sont justement des crédits et non des dons. Pour pouvoir bénéficier des cycles supérieurs de crédits, il faut bien cultiver la culture de remboursement. Parti de là, je me suis bien organisée pour pouvoir honorer mes engagements vis-à-vis des remboursements. Je n'ai aucune difficulté personnelle, mes remboursements se passent très bien et sans difficultés. Plus que des mensualités de remboursement, et j'aurai soldé ce premier crédit, et aussitôt je ferai la demande pour obtenir le second cycle de crédit. Mais pour l'heure, je peux vous dire que grâce à mon activité je suis plus autonome et j'ai vu mes droits économiques renforcés. »

Source : TM



63 Rue Bekpo, Tokoin Ouest
Récépissé n°0338/05/03/08
15 BP : 82 Lomé - Togo
Tél: 90 10 20 72/91 96 95 85

Directeur de la
Publication

TCHAOU Dao Kossi
90 10 20 72

REDACTION

Carole AGHEY
A. KAPO
B. Talom.
D. Legrand
Jaurès AKLA
ADK

Imprimerie SDR
Tirage : 2000 ex.

Lutte contre la propagation du coronavirus : Sokodé, Tchamba et Adjengré bouclées et sous couvre-feu

L'évolution sans cesse croissante de la pandémie au coronavirus dans notre pays ces derniers jours, amène le gouvernement à prendre de nouvelles mesures de restrictions. Les villes de Sokodé, Tchamba et Adjengré dans lesquelles la situation épidémiologique grimpe sont bouclées à compter du mardi 25 août 2020.

Selon le communiqué conjoint des ministères de la Santé et de l'Hygiène Publique, de l'Administration territoriale, de la décentralisation et des collectivités locales, et celui de la Sécurité et de la Procession Civile rendu public ce lundi 24 août 2020, trois villes du pays sont bouclées à compter du mardi 25 août avec l'instauration d'un couvre-feu jusqu'à nouvel ordre. Il s'agit de Sokodé, Tchamba et Adjengré, dans lesquelles la situation épidémiologique est préoccupante.

Sur le bien-fondé de la décision, le communiqué précise : « Face à la situation d'infection préoccupante des cas de nouvelles infections du coronavirus sur l'ensemble du territoire national, et particulièrement dans les localités de Sokodé, Tchamba et Adjengré. Il a été relevé que les personnes infectées ont eu de très nombreux contacts. Afin d'éviter que cette propagation ne s'accroisse davantage au sein des populations desdites localités et sur l'ensemble du pays, le gouvernement décide à compter du 25 août 2020 du bouclage des villes de Sokodé, de

Tchamba et d'Adjengré et l'instauration d'un couvre-feu de 21 heures à 5 heures du matin dans les préfectures de Tchaoudjo, Tchamba et Soutouboua ».

Il faut noter qu'avant ces 3 villes, la localité de Soudou dans la préfecture d'Assoli, a connu le même sort pour avoir été infectée à grande échelle par cette pandémie qui poursuit sa course au Togo.

A la date du 22 août 2020, 36 nouveaux cas ont été enregistrés en 24 heures, ce qui porte les cas confirmés à 1277 dont 910 guéris, 340 actifs et 27 décès. Selon les observateurs l'addition ne serait pas si salée si les différents responsables impliqués dans la riposte à la pandémie, faisaient leur part sans complaisance.

Depuis un certain temps, au Togo, le constat est amer : tout se passe comme si la pandémie est derrière nous. On ne défère plus aux mesures barrières que pour faire plaisir à l'autorité. Le lavage de mains et le port de masque ne disent plus rien à personne. Une démotivation semble gagner les éléments de la force anti pandémie. Au niveau des carrefours où ils sont généralement déployés,



ils veillent au port de masque par les usagers qui ne s'exécutent qu'à l'approche des carrefours. Ils se révèlent incapables d'arrêter les chauffeurs de taxis qui surchargent leurs véhicules de passagers. Pour eux, l'essentiel est de constater que les huit ou sept passagers entassés dans un véhicule 5 places portent leur masque. Or la pandémie se propage en l'absence d'une distanciation physique et des autres mesures barrières

Sur le tronçon Lomé-Kpalimé où des contrôles sont fréquents par des nombreux éléments en uniforme, aucun chauffeur ne respecte la limite de passagers édictée par le gouvernement. Au fil du temps la violation des mesures barrières devient la règle et leurs observations, l'exception. Ce qui est grave.

Sur nos frontières avec le Bénin ou le Ghana, en tout temps, le déplacement des populations est constant. Il

suffit aux passagers de glisser 2000 F CFA aux éléments en uniforme pour passer du Ghana au Togo par exemple. Idem sur la frontière Bénin Togo. Ces voyageurs une fois arrivés dans leur localité de résidence ne défèrent pas à l'obligation de la mise en quarantaine décrétée par le gouvernement. Plus grave, aucune autorité locale ni le démantèlement de la coordination locale ne sont au courant des arrivées pour prendre des mesures appropriées. Contrairement à ce qui est officiellement publié, il n'y a que les grandes frontières de Kodjoviakopé et autres qui sont fermées. Les Togolais se rendent au Ghana chaque fois qu'ils le désirent. De même les voyageurs en provenance du Ghana ou du Bénin affluent au Togo quand le besoin se fait sentir. Un tour dans les zones frontalières suffit pour édifier quiconque sur l'ampleur du désastre.

Dans les préfectures de l'intérieur du pays où se déroulent des funérailles aucune disposition consistante n'est en place pour ramener les uns et les autres aux bonnes pratiques. Des parents en provenance du Bénin, Ghana ou d'ailleurs, envahissent la cérémonie sans au préalable se mettre en quarantaine.

Les démantèlements de la coordination de la riposte dans les préfectures sont invisibles et pratiquement ne mettent rien en œuvre pour y arrêter l'hémorragie. Conséquence : la grimpe des cas qui culmine aujourd'hui avec le bouclage de trois villes où le couvre-feu est également instauré.

Au niveau de la Coordination, on déplore le manque d'initiative en termes de prévention. A quoi servira-t-il de prédire qu'après la fête de la Tabaski il y aura explosion de cas dans des localités si on ne prend pas des dispositions pour l'empêcher alors qu'on a les moyens de le faire ?

Il appartient à chaque togolais de s'impliquer sérieusement dans cette lutte contre la pandémie pour éviter le pire à notre pays. Plus que jamais un respect scrupuleux des mesures barrières et des recommandations du gouvernement s'impose.

ADK

Revue de la performance des réformes à fin décembre 2019 Le Togo maintient le cap

Le ministre de l'Economie et des Finances, Sani Yaya, a ouvert mardi 25 août à Lomé, un atelier de revue de la mise en œuvre des réformes à fin décembre 2019. Cet atelier qui prend fin le vendredi 28 août 2020, permettra de valider la matrice unifiée des réformes engagées dans les différents ministères et institutions de l'Etat pour la période 2020-2022.

C'est la 19^e revue de la mise en œuvre des réformes élaborées par les différents départements ministériels et institutions du pays et la deuxième revue au titre de l'année 2019 conformément aux dispositions de la stratégie des réformes adoptée par décret et aux exigences des partenaires techniques et financiers.

L'objectif de la rencontre est de faire le point des réunions techniques tenues en mars 2020 et qui ont permis au Comité de suivi des réformes de discuter des réalisations et identifier les forces et les faiblesses et des nouvelles mesures propo-

sées par les départements ministériels pour les trois prochaines années. « Les réformes que nous menons permettent de maintenir le cadre macroéconomique stable et de motiver nos partenaires techniques et financiers à continuer à accompagner notre pays à travers des programmes et projets de développement, en raison de la bonne gouvernance conduite par le gouvernement », a affirmé Sani Yaya à l'ouverture de l'atelier.

Le ministre a par ailleurs rappelé le contexte dans lequel se tient cette revue, marqué par la crise du Covid-19 et l'impact qu'elle



Sani Yaya, ministre de l'Economie et des Finances

engendre sur l'économie nationale. « Comme vous le savez, la pandémie de la Covid-19 a des conséquences sur notre économie. Les projections laissent apparaître une forte décélération de l'activité économique, avec une perte de croissance de 4,2 points

de pourcentage selon l'hypothèse la plus optimiste. En effet, le taux de progression de l'activité économique est révisé à 1,3% pour l'année 2020, contre une prévision initiale de 5,5%, après un taux de 5,3% enregistré en 2019 », a affirmé Sani Yaya.

Cette situation impose une révision de la dynamique nationale de développement déclinée dans le Plan national de développement (PND). Selon le ministre de l'Economie et des Finances, la nouvelle politique s'articulera autour de la création des pôles de croissance, des unités de transformation industrielle des matières premières, particulièrement dans le secteur agricole et industriel pour développer des chaînes de valeur et créer plus d'emplois.

Pour le Secrétaire permanent chargé des réformes, Aharh-Mongo Kpessou, « les réformes ont avancé malgré la pandémie, au point que les partenaires ont aussi poursuivi leur appui envers le gouvernement ».

D.Legrand

Programmen Présidentiel School Assur : Des résultats satisfaisants qui donnent un sens au mandat social de Faure

Lancé depuis le 1er septembre 2017 Le programme présidentiel « School Assur » poursuit son petit bonhomme de chemin. A la date du 16 août 2020, il totalise 1 744 002 prises en charge sanitaires gratuites aux élèves et écoliers sur toute l'étendue du territoire national. Ce qui donne dans toutes ses dimensions un sens au mandat social du président Faure.

De septembre 2017 au 16 Août 2020, un total de 1 744 002 prestations ont été effectuées sur toute l'étendue du territoire national pour un montant total de 4 770 702 789 FCFA, à raisons de 684 746 consultations, 41 271 opérations chirurgicales. Selon les responsables du programme qui annoncent ces chiffres, 194 155 analyses ont été effectuées, 814 999 besoins de pharmacies traités et 8 831 hospitalisations assurées. Les mêmes sources indiquent que la région Maritime arrive en tête avec un total de 512 750 prises en charge. Elle est suivie de la région Kara avec 434 742. Quant à la région des Plateaux elle a enregistré 357 684 prises en charge alors que Savanes frôle la barre des 156 410. Les régions Centrale et Lomé Commune ferment la marche respectivement avec 245 740 et 36 676 prises en charge.

Ce programme qui fait partie de l'axe 3 du Plan national de développement (PND) dont l'objectif est de «consolider le développe-

ment social et renforcer les mécanismes d'inclusion», a permis, 3 ans après son lancement, d'impliquer différents acteurs dont les bénéficiaires, les centres de santé partenaires, les pharmacies, l'administration scolaire et les compagnies d'assurance.

Dans la pratique, tout écolier et élève inscrit dans une école ou un collège/lycée public obtient systématiquement un identifiant et bénéficie d'une dotation de 30.000 FCFA chaque année scolaire.

Contrairement à ce qu'on aurait pu craindre, en cette période de crise sanitaire provoquée par le nouveau coronavirus et malgré la fermeture des écoles, le programme School Assur continue d'être au « service de la bonne santé des apprenants du public. Ces derniers continuent de se faire soigner gratuitement », informent les premiers responsables du projet.

Du 11 au 17 mai, « 8025 prestations médicales, 3297 consultations, 26 hospitalisations, 65 chirurgies, 590 analyses ont été



faites au niveau des hôpitaux et des pharmacies qui s'élèvent au nombre de 4047. La région maritime a été la plus active avec 3476 prestations ».

Le programme « School Assur » est une initiative présidentielle qui couvre les risques de maladie et de responsabilité civile de chaque élève au cours de sa scolarité. L'objectif poursuivi par le gouvernement togolais est d'atteindre 2 millions de bénéficiaires en 2020.

En deux ans de mise en œuvre, le programme «

School Assur » piloté par le Secrétariat d'Etat chargé de l'Inclusion Financière et du Secteur Informel a déjà enregistré plus d'un million de prises en charge sur l'ensemble du territoire national pour plus de 2,3 milliards de FCFA engagés.

« Si l'impact est réel, c'est grâce aussi à l'implication de tous les acteurs, les parents d'élèves, les directeurs d'écoles, les médecins, des centres de santé, les deux compagnies d'assurance. Et surtout le leadership conjoint du Secrétariat

d'Etat chargé de l'Inclusion Financière et du Secteur Informel et du ministère de la Santé », a indiqué le comité de pilotage de ce programme.

Ce programme est l'un des programmes qui acte ou plutôt donne sens au mandat social du Président de la République. Les populations vivent le concret dans la prise en charge des soins de santé de leurs enfants scolarisés. Ce qui rappelle une certaine époque où quand un élève est malade, il se rend dans un centre de santé et se fait soigner (premiers soins) gratuitement.

Vivement que d'autres programmes notamment dans l'agriculture pour l'accompagnement des paysans, aboutissent pour l'épanouissement de ces derniers. La multiplication des initiatives dans ce secteur est a priori une bonne chose. Cependant, nombre d'observateurs craignent l'imposture de certains gestionnaires de ces programmes qui n'hésiteront pas à se mettre plein les poches au détriment des paysans. Aidons le président Faure à avancer sur la voie du développement du pays.

ADK

Commune de Wawa 2 : Le maire François Koudjo Bossiadé à la rencontre de ses administrés

L'une des communes où les initiatives sont prises pour consolider l'effectivité de la décentralisation au Togo est bien la commune de Wawa 2. Depuis leur prise de fonction, le Maire de la commune Wawa 2, François Koudjo Bossiadé multiplie des actions d'ancrage de sa commune. La dernière en date, est une tournée de sensibilisation effectuée dans trois localités de son ressort territorial.

Le jeudi, 20 août 2020, le maire, François Koudjo Bossiadé s'est rendu dans les villages d'Eketo, Okou-Omoutchi et Gobé. Placée sous le thème « Désenclaver Wawa 2 », la tournée a permis au premier responsable de la Commune Wawa 2 et sa délégation de mobiliser les populations autour



Le Maire François Bossiadé face à la population

des projets portés par la commune notamment l'adduction en eau potable et l'extension de l'électricité à base des plaques solaires, une priorité pour le développement de la commune.

Pour les populations des localités visitées, même si l'eau et l'électricité sont une priorité, l'élevage de gros bétails dans la localité constitue une urgence. En effet, les populations ont saisi l'opportu-

rité de la visite du maire pour évoquer le problème des éleveurs de gros bétails dont les animaux dévastent les cultures des paysans.

Une source de conflit communautaire en gestation pour laquelle le maire Bossiadé a invité tous les éleveurs à respecter les réglementations en vigueur et les couloirs de transhumance pour le pâturage. Il a par ailleurs pris des dispositions

afin que tout contrevenant soit mis aux arrêts et puni selon la rigueur de la loi.

Par rapport au thème de la tournée, les populations n'ont pas manqué d'aborder la question liée à l'état défec-tueux des pistes. A cette question, le maire François Koudjo Bossiadé a rassuré ses administrés que les pistes seront réaménagées dans les meilleurs délais.

Il a également saisi l'oc-

casion pour renouveler aux populations les remerciements du Président de la République pour la confiance qu'elles ont placée en sa personne lors de la présidentielle du 22 février 2020. Rappelons que la tournée a été faite dans le strict respect des gestes barrières.

D. Legrand

Les travaux de construction de la plateforme industrielle d'Adétikopé officiellement lancés

Le projet de construction de l'un des projets phare de l'axe 2 du Plan National de Développement (PND 2018-2022), la plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA) entre dans sa phase concrète de réalisation. Le lancement des travaux de construction de cette infrastructure a été donné, le mardi 25 août 2020.

Le démarrage effectif de ces travaux fait suite à la signature le 08 juillet 2020 du partenariat entre l'Etat et Arise IIP, une joint-venture entre Africa Finance Corporation et Olam International Ltd, spécialisée dans le développement de parcs industriels à haute valeur ajoutée.

La plateforme située dans la préfecture d'Agoè-Nyivé au nord de la capitale, se veut la réponse du gouvernement

face à l'important manque à gagner local dû à l'exportation de matières premières brutes, et la problématique de création de valeur ajoutée pour le Togo en matière d'emplois et de revenus. « Cette plateforme va permettre d'industrialiser de nombreux secteurs d'activité togolais, à l'instar du secteur agricole (coton, anacarde, soja, riz, sésame, notamment) en créant des rouages performants qui permettront



la transformation locale des matières premières et ainsi l'exportation de produits manufacturés qui généreront d'importants revenus pour le pays », estime l'entreprise qui a déjà développé des projets similaires dans d'autres pays.

Implantée sur une superficie de 400 hectares, elle offrira un cadre propice à l'implantation d'usines en vue de la transformation des produits locaux, et

comportera entre autres un parking d'une capacité de plusieurs centaines de camions, un parc pour le stockage de conteneurs, un entrepôt pour charger, décharger et transférer les conteneurs, une plateforme de stockage du coton et d'autres matières premières, une zone dédiée aux autres activités logistiques, ainsi que des routes et des emprises routières.

Autre aspect important,

l'infrastructure comportera des infrastructures communes (poste de police, caserne de pompiers, centre médical, commerces, etc.) et un service à guichet regroupant tous les services et agences requis (enregistrement des sociétés, fisc, douanes, immigration, etc.) à disposition des investisseurs et opérateurs économiques.

Le coût global de l'investissement se chiffre à plus de 130 milliards FCFA (soit 200 millions d'euros). Pour le ministre de l'économie et des finances, la PIA qui vise la création d'au moins 35 000 emplois, « deviendra sans aucun doute l'un des vecteurs essentiels de la politique d'industrialisation entamée par le Togo ». La première phase de la plateforme sera livrée à partir de janvier 2021.

Source : republiquetogolaise.com

Entrepreneuriat féminin au Togo : A la découverte de la plateforme INNOV'UP

Le FNFI, le FAIEJ, le PAEIJ-SP, l'ANADEB, le PASA, etc. en partenariat avec l'Etat togolais sont en action pour aider les femmes à se mettre à leur propre compte et à jouer leur partition dans le développement national. Afin de booster leur implication, il a été mis en place depuis avril 2016 une plateforme dénommée INNOV'UP.

Une initiative de la Fédération des Femmes Entrepreneures et Femmes d'Affaires (FEFA) du Togo, elle soutenue par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l'Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE).

INNOV'UP est une plateforme à multiservice pour booster les affaires. Il est le premier incubateur d'entreprises des femmes du Togo.

Les Togolaises qui exercent dans le secteur informel n'arrivent pas à faire évoluer leurs microentreprises vers le statut de Petites et moyennes entreprises (PME) parce qu'elles rencontrent des obstacles dans leur parcours entrepreneurial et leur développement personnel. Seulement 25% des entreprises créées par les femmes au Togo entre 2009 et 2012.

La principale mission de la plateforme INNOV'UP est d'aider l'entrepreneure à bâtir son entreprise et à l'agrandir. Il intervient dans l'incubation, la formation, l'ingénierie financière, le montage de projets, le réseautage et le conseil PME/PMI.

A travers son programme « Innov'up Coach », le centre met des entrepreneurs chevronnés et réussis en face des jeunes aspirants dans le but de créer un déclic chez ces derniers. L'activité consiste à leur faire découvrir les différentes facettes de l'entrepreneuriat, ses enjeux et de susciter en eux l'envie d'entreprendre ; de leur inculquer les valeurs de la réussite entrepreneuriale.

De 2016 à 2018, grâce à l'appui du PNUD, il a incubé 50



entreprises portées par des femmes, accompagné 900 femmes à travers le programme de mentorat. Dans ce cadre, 39 femmes leaders expérimentées ont été mobilisées pour accompagner les jeunes en quête de développement personnel. Les sensibilisations ont touché 400 jeunes filles sur la culture entrepreneuriale et 300 volontaires nationaux en entrepreneuriat.

L'inscription au centre est ouverte aux femmes qui souhaitent entreprendre ou qui sont déjà entrepreneurs du secteur formel ou informel.

INNOV'UP n'accorde pas de crédit financier mais accompagne les entrepreneures à en trouver. Grâce à ce centre, des entrepreneures togolaises sont valorisées à l'étranger. Une parmi elles a été choisie pour le Young African Leaders Initiative (YALI) à Dakar en 2016 ; une seconde a été retenue pour celui de 2017 à New York. Notons que Mme Candide Bamezon-Leguede est la coordinatrice nationale d'INNOV'UP et la présidente de la FEFA-TOGO.

Carole AGHEY

Secteur de transport

Et si le gouvernement mettait un peu d'ordre dans le fonctionnement les gros porteurs au niveau du Port Autonome de Lomé ?

Ils sont la cause de nombreux accidents mortels, ils détériorent des routes fraîchement rénovées, les gros porteurs togolais et étrangers circulant sur nos routes sont systématiquement en surcharge.



Comment un Port comme celui de Lomé ne peut-il pas disposer d'un parking pour les gros porteurs et ces conducteurs qui roulent n'importe comment, les laissant écraser les Togolais qui paient les redevances, les taxes et impôts pour améliorer les infrastructures routières ? Et pourtant ce port encaisse des milliards de FCFA chaque année.

Qui ne s'est jamais énervé contre ces Maliens, Nigériens, Burkinabé, etc. conducteurs de gros porteurs communément appelés Titans sur nos ruelles, nos rues et certains boulevards de Lomé ?

Quel usager de la voie publique n'a pas failli perdre sa vie à cause de la mauvaise conduite de ces transporteurs ? Cela fait des années que ce phénomène perdure.

Sur 5 accidents constatés sur la nationale N°1 Lomé - Cinkassé, 4 sont causés par ces gros porteurs.

De l'hôtel de la paix à Lomé jusqu'à la fin du contournement en passant par le rond-point Port et le rond-point CIMTOGO, c'est le désordre total en présence des corps habillés qui s'en foutent royalement pourvu qu'ils encaissent les 500 ou 1000 fcfa que ces camionneurs leur jettent comme pitance.

Ces conducteurs qui ne respectent rien, qui n'en font qu'à leur tête, stationnent les camions occupant les 2/3 de la voie publique en présence des corps habillés sont à la base de beaucoup d'accidents qui se produisent régulièrement. Quelles dispositions prennent

les autorités du Port Autonome de Lomé en particulier le directeur général, Fogan Adégnon ? Le Ministère des Infrastructures et des Transports fait quoi pour réduire ces drames qui se déroulent tous les jours et dont fait état le ministère de la Sécurité dans ses bulletins ?

Le Ministre Yark Damehame en charge de la Sécurité et de la Protection Civile devrait réagir en dehors des allocutions et de l'obligation du permis de conduire pour des dispositions nécessaires pour garantir la sécurité des usagers de la route.

La mauvaise conduite et l'impolitesse de ces conducteurs de gros porteurs doivent s'arrêter. Le Togo ne leur appartient pas. Les dégâts occasionnés sont assez et surtout révoltants.

« Nous constatons avec beaucoup de regret que les gros porteurs qui ne devaient normalement pas circuler les heures de pointe sont visibles à ces heures entraînant un embouteillage monstre et des fois occasionnant des accidents. Parfois, ce sont des stationnements à long fil de ces camions perturbant la circulation. Le gouvernement doit réagir », les propos de M. Agossou Kodjo, régulateur sinistre au Bureau National de la Carte Brune CEDEAO Togo.

Carole AGHEY



Réformes douanières dans le cadre l'amélioration du climat des affaires

01 | Dématérialisation des procédures de dédouanement dans Sydonia World

Emission en ligne du: bon à conduire, bon à embarquer, bon à enlever, bon à entreposer, bon à expédier, bon à sortir de MAD, bon à sortir d'entrepôt, bon pour AT, certificat de visite et bulletin de liquidation.

02 | Le renforcement des mesures de sécurité et de sureté

Avec l'opérationnalisation d'un scanner performant et la mise en place d'une unité de visite à domicile.

03 | La mise en place du Cadre de Partenariat Privilegié : CPP

Un programme de partenariat entre la Douane et les Opérateurs économiques fiables pour la sécurisation et la facilitation des échanges commerciaux.

04 | La réduction des coûts

Suppression des frais d'escorte.

05 | La délivrance du certificat d'origine

En moins d'une heure.

Coup d'Etat au Mali : Dégonflée par la détermination des putschistes La CEDEAO se dégonfle, capitule et renonce aux sanctions

En dépit des menaces de sanctions économiques et militaire brandies à leur encontre, les putschistes ont refusé de se plier aux injonctions de la Cedeao consistant au rétablissement de l'ordre constitutionnel, avec à la clé, la réinstallation du président déchu dans ses fonctions. Cette témérité des nouveaux maîtres du Mali n'a pas tardé à porter ses fruits. Avant même la mise en application de ses menaces, l'organisation sous régionale, telle un ballon de baudruche, se dégonfle et capitule. Des menaces, elle passe en moins d'une semaine, à la négociation. Qui l'eût cru ?

Le bras de fer entre la CEDEAO et les militaires putschistes qui ont déposé Ibrahim Boubakar Kéita IBK n'aura pas lieu. La CEDEAO qui exigeait, entre autres la mise en œuvre immédiate de sanctions contre tous les putschistes et leurs partenaires et collaborateurs et décidait d'envoyer une délégation de haut niveau pour assurer le retour immédiat à l'ordre constitutionnel dans un communiqué rendu public seulement il y a quelques jours, change brusquement de langage.

Oubliant, le rétablissement d'IBK dans ses fonctions, l'organisation négocie désormais avec les nouveaux maîtres du Mali, quatre points :

1 – la libération sans conditions du président déchu et un exil

politique pour ce dernier ;
2 – la libération de tous les leaders politiques et militaires détenus ;
3 – le transfert du pouvoir aux civils ;
4 – la mise en place d'une transition dans les brefs délais

Négocier la libération du président déchu, celle de tous les leaders politiques et militaires, le transfert du pouvoir aux civils etc. dans le cas malien, s'apparente à une tentative de défoncer une porte déjà ouverte. Les putschistes ont sur la question déjà annoncé les couleurs à travers leur engagement à instaurer une transition devant préparer de nouvelles élections et la libération d'une première vague de personnes arrêtées avant, pendant et après le putsch. Selon un des responsables de la



Goodluck Jonathan, l'émissaire de la CEDEAO

junte cité par l'AFP, le ministre de l'Economie et des Finances, Abdoulaye Daffé et le secrétaire particulier du chef de l'Etat, ont été libérés. 17 personnes sont encore détenues à Kati, d'après la même source.

Pour ce qui est du président déchu, on apprend la disponibilité des putschistes à lui négocier un exil en Arabie saoudite où il se rend d'ailleurs périodiquement pour un suivi médical. En clair sans la cedeao, les personnes détenues par les putschistes pourront être libérées dans un proche avenir si tant demeure l'intention de ces derniers d'œuvrer à la normalisation de la situation sociopolitique et économique profondément délabrée dans le pays.

De leur côté, les nouveaux hommes forts du Mali réitérent leur engagement à mettre sur pied un comité de transition qui sera dirigé par un civil ou un militaire, selon les termes du colonel-major Ismaël Wagué, porte-parole du Comité national pour le salut du peuple (CNSP). D'ores et déjà, la junte a lancé une série de rencontres avec les forces vives maliennes. Ils ont échangé avec les partis politiques de la majorité. L'opposition attend son tour.

Au cours d'une visioconférence sur la situation malienne tenue jeudi dernier, les chefs d'Etat et de gouvernement de la cedeao, des divergences de points de vue sont apparues dans les interventions des participants. Tous ont indiqué avec fermeté que « l'époque des coups d'état est révolue ».

Mais à ceux qui prônent une ligne dure comme Alassane Ouattara et Alpha Condé, se sont opposés ceux qui se montrent pragmatiques et plaident pour des mesures souples, à savoir Macky Sall, R.M.C Kaboré, Mahamadou Issifou et Faure Gnassingbé. Ces points de divergence, seraient-ils à l'origine de ce virage spectaculaire de la cedeao dans le dossier malien ou plutôt c'est l'appui militaire annoncé par la Russie aux putschistes en cas d'une intervention militaire de cette organisation en vue de rétablir IBK dans ses fonctions ?

On se rappelle, dans un échange de courrier de Kremlin avec la junte au pouvoir, la Russie apporte un soutien sur tous les plans aux autorités militaires. La Russie a rassuré dans ce mail, son appui militaire en cas d'intervention des militaires de la Cedeao visant à rétablir IBK au pouvoir. Pour Vladimir, il

faut siffler la fin de IBK, chercher une solution pouvant aider à redonner confiance au peuple et les associer dans la guerre contre le terrorisme, que de voir les maliens devenir complices des terroristes qui font des pertes en vies humaines.

Pour l'heure, en dehors d'IBK libéré, certains membres de son gouvernement sont toujours aux mains des militaires putschistes. La Cedeao par ce revirement a tout simplement capitulé. Les paramètres qui se font jour, ne manqueront sûrement pas d'édifier l'opinion sur la suite des événements.

D. Legrand

AVIS DE DECES

Togbui ROGER DZIBODI TOFFA VIII, Chef canton d'Abobo
Togbui Louis Mawouko ADELA AKLASSOU IV, Chef canton de Bè
Mr ZANUTEY-AGBETIAFA John Ayao, Doyen de la collectivité ZANUTEY-BOKON-ASSIGNON
Mr ADEKPUIVI Koami, 1er notable du chef du village de ZEGLE
Mr AGBETIAFA Jean-Luc TEKO, restaurateur à Lomé, ses frères et sœurs

Ont la profonde douleur de vous annoncer le décès de leur très chère et regrettée :



Veuve AGBETIAFA Véronique Afanyomé, née ADEKPUIVI dite « Hanvidokpométo »
Survenu à Lomé le mercredi 29 juillet 2020 à l'âge de 88 ans

Programme des obsèques
Vendredi 28 août 2020
18h – 20h Veillée de prières et de chants au domicile de la défunte (corps présent)
Samedi 29 août 2020
7h30 : Messe en l'église Saint Augustin d'Amoutivé suivie du départ du corps pour le village Abobo-Zéglé
15h : Inhumation au cimetière du village suivie de sortie de deuil
Maison mortuaire à Lomé : Maison feu Taméklo AGBETIAFA à côté de l'EPP Pa de Souza derrière l'hôpital de Bè
Maison mortuaire à Zéglé : Maison ADEKPUIVI à Zéglé Apéyémi non loin de SICHEM-TOGO
NB/ Le respect des mesures barrières est rigoureusement recommandé

Pierre AGBANDA succède à Patricia ADJISSEKOU à la tête de l'UJIT

L'assemblée générale électorale de l'Union des journalistes indépendants du Togo (UJIT), plusieurs fois reportée à la demande des membres, a finalement eu lieu le vendredi 21 août 2020 à la Maison de la Presse.



Agbanda Pierre (2^{ème} à partir de la gauche), le nouveau SG de l'UJIT

A l'issue des travaux de l'AG, Pierre Agbanda est élu Secrétaire Général de l'UJIT et succède ainsi Patricia Adjissékou qui a passé deux mandats de deux ans à la tête de cette organisation.

Ils étaient au total 66 sur près de la centaine de membres.

Après la présentation du rapport d'activités et du rapport financier de l'Union, le bureau sortant a présenté sa démission et fait place à l'élection des nouveaux membres du bureau de l'UJIT. Le comité électoral est dirigé par l'ancien secrétaire général, Crédo Tetteh.

A l'issue de vote, poste par poste, Pierre Agbanda a été élu secrétaire général par 34 voix (contre 29 pour Eli Goka) pour les deux prochaines années.

L'assemblée générale a également désigné Fabrice Pétchézi et Thibaut Adjibodin, comme re-

présentants devant siéger à l'Observatoire togolais des médias (OTM), pour les deux prochaines années. Fabrice Pétchézi, directeur de publication du journal Le Libéral étant candidat à la présidence de l'OTM.

Le nouveau bureau de l'UJIT se présente ainsi comme suit :

Secrétaire Général : Pierre Akillisso Agbanda

Secrétaire Administratif : Dieudonné Mawu

Secrétaire financier : Ida Badjo

Secrétaire chargé à l'Information et Porte-parole : Jean-Pierre Bawéla

Secrétaire à l'Organisation : Joachim Agbétim

Le bureau est assisté par deux conseillers : Eugénie Gadédjisso Dosso et Esaï Edoh.

La Rédaction

Un chinois victime de braquage au grand marché de Lomé

La série des braquages continue au Togo. Mercredi, c'est un commerçant d'origine chinoise qui en a fait les frais dans les encablures du Grand marché de Lomé. Les impitoyables ont emporté une importante somme d'argent.

Les faits se sont déroulés précisément au lieu dit Abattoir sur la Nationale n°2 à Lomé. Deux braqueurs ont ouvert le feu en direction d'un commerçant d'origine chinoise dont le sac contenant une importante somme d'argent.

Selon les témoins de la scène, les braqueurs ont filé leur victime depuis l'agence Ecobank d'Akodessewa. Arrivés à la hauteur de l'Abattoir, ils ont tenté d'arracher le sac de ce commerçant qui ne voulait pas se laisser faire.

Mais l'un des braqueurs, impa-

tient de voir l'opération réussir, a tiré dans la jambe de ce commerçant pour permettre à son complice d'emporter le sac contenant de l'argent.

Les agresseurs ont réussi ensuite à s'échapper à dos d'une moto sans que personne ne les maîtrise. Les forces de l'ordre et de sécurité étant arrivées bien tard sur les lieux.

Grièvement atteinte, la victime a été embarquée dans un véhicule. Aux dernières nouvelles, il a été évacué dans un hôpital de la capitale togolaise.

togobreakingnews.info



SAFER



**Chers usagers de la route,
merci de prévoir exactement
le montant équivalent à votre
redevance afin de réduire
le temps d'arrêt au péage**

Ceci est un message de la **SAFER**

Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier SAFER

- 📍 *Route Nationale N°1 (Agoè Cacaveli)*
- 📮 *Lomé-Togo BP: 8646*
- ☎ *Tél:(+228) 22 51 88 55*